

Taxe d'accise—Loi

J'ai voulu dans mes remarques mettre en évidence les problèmes invraisemblables qu'entraînera cette taxe incroyable. Les Canadiens, en particulier les petits hommes d'affaires, sont inquiets de l'intervention croissante du gouvernement dans leurs affaires et des problèmes de plus en plus complexes qu'ils éprouvent à gérer leurs affaires et à gagner leur vie. Cette taxe est fondamentalement discriminatoire. Elle fait reposer le poids d'une politique d'uniformisation du prix du pétrole sur les particuliers. Elle désavantage quiconque utilise de l'essence, car elle crée de nouvelles contraintes administratives pour les hommes d'affaires et les agriculteurs, et elle aggrave la complexité de leur déclaration de revenus. J'ai l'impression que de nombreux petits hommes d'affaires et agriculteurs vont être amenés à se demander si cela vaut la peine de demander une déduction. Beaucoup d'entre eux vont se demander si le montant des remboursements qu'ils pourraient obtenir compensera les frais supplémentaires de calcul et de vérification de leur impôt sur le revenu. Pour les petits hommes d'affaires, le temps c'est de l'argent. Le ministre des Finances peut être certain que ce bill aura au moins un résultat concret: l'hostilité résolue de centaines de milliers de citoyens canadiens. Je demande au ministre de réfléchir encore et de se demander si ce projet de loi est bien souhaitable, et de demander aux ministériels, durant les délibérations de leur caucus, si à leur avis, sérieusement, il ne serait pas bon de supprimer les dispositions de ce bill qui concernent la taxe d'accise sur l'essence. En présentant ce projet de loi ainsi que d'autres dispositions budgétaires, le ministre des Finances nous a donné l'occasion de nous acquitter de notre tâche—après tous, c'est le rôle de l'opposition de critiquer—à bon escient, dans l'intérêt de l'avenir du Canada.

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tout d'abord faire miens les propos du député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) au sujet de la diatribe du député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Tous ceux qui entendent le député de Nickel Belt depuis environ deux ans et demi ne peuvent s'empêcher de penser que notre ami socialiste n'a dans sa poche qu'un seul discours tiré de sa collection de clichés et de son armoire pleine de théories de complots—théories qu'il nous ressort à tout propos. Quand on est ici depuis quelque temps et qu'on assiste tous les jours aux excès de mauvaise humeur des néo-démocrates, il est difficile de ne pas se demander s'ils ont eu une seule bonne pensée depuis 30 ans.

● (1730)

Quand j'étais enfant, on m'a toujours dit que si l'on avait rien de gentil à dire, il valait mieux ne rien dire du tout. En conséquence, mes commentaires à l'égard du bill sur la taxe d'accise seront très brefs. Le soir du 23 juin, le ministre des Finances (M. Turner) nous a présenté son budget le plus récent, le cinquième en à peine plus de trois ans. La chose la plus charitable qu'on puisse dire à ce sujet, c'est que le gouvernement a trouvé un remède à l'apathie des électeurs au Canada. Toutefois, dans ce budget, le gouvernement admet l'échec de sa politique économique et abdique ses responsabilités. Si nous regardons ce que cachent toutes ces belles paroles, nous constatons en écartant toutes les excuses, et les mauvaises raisons invoquées, en tâchant de voir comme il faut quelles sont les répercussions de ce document sur notre économie, que c'est l'une des déclarations de politique les plus rétrogrades et les plus injustes qu'ait pu faire un gouvernement fédéral au Canada ces dernières années.

[M. Hnatyshyn.]

Quelle solution préconise le gouvernement pour remédier à l'inflation qui sévit au pays? Il propose d'augmenter les prix, d'augmenter les dépenses gouvernementales, d'empêcher le Canadien moyen de faire face au coût de la vie en augmentant ses impôts et de permettre à la bureaucratie de grossir davantage. Quelle réponse le gouvernement propose-t-il pour faire face à la récession où il nous a conduit, la pire depuis la crise de 29? Il prend une part encore plus grande du revenu national à une époque où notre produit national brut diminue. Quelle solution propose le gouvernement pour remédier aux difficultés des agriculteurs, des petites entreprises, des ménagères, des personnes âgées et des travailleurs? Il leur demande de se serrer la ceinture alors que le gouvernement lui-même refuse catégoriquement de réduire ses gaspillages et ses prétentions.

Si un document nous a jamais révélé la malhonnêteté intellectuelle et le manque total de compassion du gouvernement pour les gens défavorisés, c'est bien ce budget. Et s'il y a jamais eu une mesure législative qui symbolise le mépris du gouvernement libéral à l'égard du peuple canadien et surtout des gens de ma province, c'est bien cette taxe de 10 cents le gallon sur l'essence.

Le soir de son exposé budgétaire, le ministre des Finances a exprimé l'espoir que le budget permettrait des économies d'essence et inciterait à l'utilisation des transports en commun. Toutefois, deux jours plus tard, à la suite de questions posées à ce sujet par le chef de mon groupe, il dut admettre que la taxe visait avant tout à financer le maintien d'un prix unique pour le pétrole au Canada. Il ajouta qu'il était difficile d'estimer pour l'instant les économies d'essence qui seraient réalisées. Lorsqu'on lui a demandé combien coûterait la perception de cette taxe, il a avoué ne pas le savoir.

Monsieur l'Orateur, cette taxe et les autres augmentations de taxe prévues au budget visent avant tout à financer l'augmentation effrénée des dépenses du gouvernement fédéral. Voilà pourquoi les impôts sur le revenu augmentent, voilà pourquoi le gouvernement a décidé de se décharger sur les provinces des augmentations effrayantes du coût des soins médicaux, bien que ce programme soit une initiative fédérale et que les provinces, comme l'Ontario, qui avaient déjà implanté un programme d'assurance-santé convenable, s'y soient fortement opposées.

Les membres du parti conservateur progressiste sont en faveur d'un prix unique de l'essence au Canada, mais ils n'admettent absolument pas que ce régime soit financé par les plus démunis grâce à cette taxe d'accise rétrograde. Nous estimons au contraire que son financement devrait provenir des recettes fiscales générales et que les personnes à revenu élevé devraient en supporter le plus grand poids.

Le vendredi qui a suivi l'exposé budgétaire, j'ai parlé au ministre des Finances des difficultés éprouvées par les ruraux qui doivent utiliser leur automobile parce qu'il n'existe pas de moyens convenables de transport public. Je lui ai demandé si le gouvernement leur rembourserait cette taxe injuste ou, dans la négative, s'il pouvait leur assurer des transports publics convenables. Il m'a superbement répondu que j'avais déjà parlé au ministre des Transports (M. Marchand) des besoins dans ce domaine. Chacun sait ce que le ministre des Transports a fait dans notre région à ce sujet. Absolument rien.